



SOMALIE: LE TEMPS DES COMLOTS

Le général Siad (à droite) : contre la dictature des uniformes... (Photo D.R.)

Se voulant nettement de gauche, prônant même le socialisme scientifique, les dirigeants de Mogadiscio se heurtent à l'hostilité résolue de l'impérialisme anglo-américain qui contrôle tous les pays voisins. Ils se heurtent surtout, à l'intérieur, à un appareil d'Etat néo-colonial toujours en place et sur lequel s'appuient tous les milieux somaliens conservateurs.

Aquino de Bragança nous décrit cette situation.

■ Plusieurs événements sont venus confirmer récemment l'orientation à gauche du gouvernement somalien. En particulier, on assiste actuellement à la « somalisation » progressive de plusieurs entreprises financières et commerciales contrôlées jusqu'ici par des groupes étrangers. En même temps, la Somalie a reconnu la République démocratique allemande, le gouvernement révolutionnaire du Vietnam, le gouvernement royal du Cambodge du prince Sihanouk et la République populaire de Corée.

Néanmoins, comme le montre le dernier « complot des généraux », la réaction est loin d'être battue, mais les tenants du pouvoir s'appêtent à prendre des mesures susceptibles de consolider le régime et de radicaliser la révolution. La première de ces mesures envisagées est la création d'un parti « capable de permettre la réalisation du socialisme scientifique », ainsi que l'a déclaré le chef de l'Etat, le général Mohammed Siad Barreh.

La seconde, beaucoup plus épineuse, est d'accélérer la

réunification de toutes les tribus somaliennes à l'intérieur d'un vaste ensemble. Cette aspiration n'est d'ailleurs pas nouvelle ; tous les gouvernements qui se sont succédé à Mogadiscio ont eu à s'en soucier.

Les tribus somaliennes, dont le cœur se trouve dans cette « corne orientale de l'Afrique » qu'occupe la République démocratique de Somalie, sont réparties sur un vaste ensemble débordant largement sur les pays voisins : Kenya, Ethiopie, et cette petite enclave sous domination française, qui se nomme désormais territoire des Afars et des Issas et englobe le port de Djibouti.

Il s'agit là d'un des tristes héritages de la colonisation, qui découpait les territoires sans se soucier des aspirations des peuples. En effet la culture, la langue et l'organisation sociale des Somalis sont étrangères aux civilisations du Kenya et de l'Ethiopie.

C'est là un problème extrêmement délicat. La « Northern Frontier Province » du Kenya, quasi désertique, représente



Ibrahim Egal. Protégé des Américains. (Photo : Nations unies.)

40 % de la superficie du pays. Elle est peuplée à 99 % de Somalis (98 000 personnes) ou de groupes qui leur sont apparentés. Or ces populations, de religion musulmane, refusent la tutelle du gouvernement de Nairobi.

La présence kenyenne dans cette province, reconnait les observateurs occidentaux, est maintenue grâce aux cadres prêtés par l'armée britannique et aux facilités accordées par les Britanniques en matière d'aviation, de transports routiers et de télécommunications.

Un plan qui fait fiasco

Economiquement, cette tranche de désert ne représente, pour l'instant, aucun intérêt pour le Kenya, bien que des recherches pétrolières y soient en cours, mais elle revêt une importance considérable du fait que le Kenya de Jomo Kenyatta est une pièce maîtresse de l'échiquier anglo-américain dans cette partie de l'Afrique.

Le nationalisme pan-somalien vise également les provinces éthiopiennes d'Haud et Ogaden, cédées à l'Éthiopie par la Grande-Bretagne en 1948. Là vivent d'importantes populations somaliennes, évaluées à 850 000 personnes.

Les revendications de Mogadiscio rapprochent évidemment le Kenya de l'Éthiopie. Un pacte défensif a été conclu entre les deux pays : les informations militaires sont échangées et une route reliant Addis-Abéba à Nairobi est en construction.

En fait, l'activité des « shiftas », groupes armés somaliens opérant dans ces territoires contestés inquiétait sérieusement les gouvernements kenyan et éthiopien jusqu'à ce jour de juillet 1967 où fut constitué en Somalie le gouvernement de M. Ibrahim Egal.

Jusqu'alors la Somalie avait suivi une politique de non alignement, ouverte aux sollicitations des Etats-Unis aussi bien qu'à celles de l'Union soviétique. Cette politique satisfaisait d'autant moins Washington que Mogadiscio avait demandé une aide militaire soviétique substantielle, avait condamné à maintes reprises l'agression américaine au Congo et au Viêt-nam et avait osé soutenir la candidature de la Chine populaire aux Nations unies.

M. MacNamara, alors patron tout puissant du Pentagone, avait lancé un cri d'alarme, déclarant : « Dans le cas d'un éventuel conflit, l'Afrique du Nord et la Somalie doivent se trouver de notre côté car ces pays représentent la sauvegarde américaine dans ce continent. »

Les Etats-Unis décidèrent alors de tenter de neutraliser l'influence soviétique sur l'armée somalienne en renforçant leur aide au corps de la police, organisme relativement

autonome, bien équipé et encadré par des officiers supérieurs formés dans les académies militaires américaines et ouest-allemandes. Ce corps était, au surplus, dirigé par le général Abshire, dont les attaches avec la C.I.A. sont de notoriété publique.

La seconde étape de l'opération consiste à attiser le conflit frontalier somalo-éthiopien et, parallèlement, à renforcer la puissance de feu de l'armée éthiopienne équipée de l'armement ultra-moderne fourni par le Pentagone. D'après les experts américains, cette manœuvre allait contraindre l'armée somalienne à se déplacer aux frontières, permettant ainsi aux forces de police du général Abshire de renverser le gouvernement non aligné de M. Ali Shermake.

Mais ce beau plan ne put être appliqué car les gouvernements kenyan et éthiopien comprirent vite que le déplacement de leurs forces armées aux frontières allait les priver d'un appui précieux pour contenir leurs propres oppositions. En outre le général Abshire, qui complétait,



Comment unifier toutes les tribus somaliennes ? (Photo D.R.)

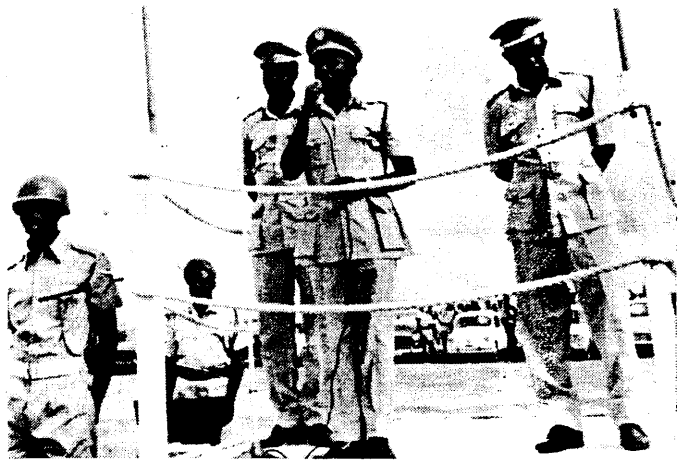
semble-t-il, avec les services éthiopiens de sécurité, fut limogé par le président Shermake, qui se disait alors ardent partisan de la « Grande Somalie ».

Les Etats-Unis, par le truchement de leur entreprenant ambassadeur Raymond Thurston, décidèrent alors d'encourager un rapprochement entre Shermake, rejeté dans l'opposition à l'issue des élections générales de 1964 et leur nouveau « protégé » Ibrahim Egal. Grâce aux amis de M. Egal, Shermake sera élu en 1967 président de la République et amené tout aussitôt à désavouer les partisans de la « Grande Somalie » cependant qu'il donnait le feu vert à la nouvelle politique » d'Egal, devenu son Premier ministre.

Il s'agissait d'une « révision déchirante » de la politique traditionnelle du pays, consistant à s'éloigner des pays arabes, jugés trop compromis avec Moscou, et à se rapprocher des voisins dits « modérés » : le Kenya et l'Éthiopie.

« Sept années d'indépendance ne nous ont mené nulle part », déclara Egal pour justifier cette volte-face.

La Somalie sollicita alors son entrée dans la Communauté économique de l'Est africain. Le vice-président américain Humphrey visita le pays où, selon les déclarations officielles, « il reçut un accueil chaleureux ». Enfin, M. Egal effectua un pèlerinage à Washington, Londres et Bonn pour solliciter une aide financière moyennant l'ali-



Le général Mohammed Ali Samantar (au micro, au centre). De la conspiration au ministère de la Défense. (Photo D.R.)

nement de la Somalie sur les positions du « monde libre ». Les Etats-Unis seront prodigues : ils promettent un million de dollars.

A Londres, M. Egal cautionne la politique rhodésienne du gouvernement travailliste. Au cours d'une conférence de presse, il déclare que « les pays africains ne peuvent plus désormais attendre de la Grande-Bretagne une solution immédiate au problème rhodésien ». Allant plus loin encore, il ajoute qu'à son avis l'Organisation de l'Unité africaine pourrait éventuellement demander à la Rhodésie son adhésion « car, dit-il, les Rhodésiens blancs sont des Africains et l'O.U.A. est une organisation multiraciale ».

Le truquage des élections parlementaires de 1969 (30 morts et plus de 1 000 arrestations) se fit grâce au soutien du nouvel homme fort de la police, le général Jamal Ali Khorsel, nommé à ce poste par le président Shermarke.

L'armée, commandée par le général Mohammed Siad Barreh, restait neutre. En réalité, elle était divisée. Avant même les élections, un groupe de sept officiers de gauche avait pris la décision de renverser le tandem discrédité Shermarke-Egal. Le chef de file de ce groupe était le général Mohammed Ali Samantar, aujourd'hui ministre de la Défense nationale.

Une nouvelle crise

C'est alors que le président de la République fut assassiné par un inconnu, dont une enquête devait par la suite révéler qu'il avait agi seul, pour venger certains membres de sa famille, arrêtés et torturés à l'occasion des élections.

Cet événement donne à l'armée l'occasion de prendre le pouvoir qui est alors confié à un Conseil révolutionnaire de 24 membres placé sous la présidence du général Siad.

Le général Jamal Ali Khorsel, chef de la toute puissante police, est aussitôt arrêté mais il sera libéré quelques jours plus tard à la demande des cadres supérieurs de l'armée et contre l'avis des jeunes militaires qui ont été les véritables instigateurs du coup d'Etat.

Khorsel n'allait cependant pas rester longtemps en liberté. Quelques mois plus tard, un porte-parole du Conseil révolutionnaire révélait qu'il se préparait, avec l'aide de quelques chefs de tribu, à relancer des troubles aux frontières pour éloigner l'armée, libérer Egal..., bref il avait repris à son compte le projet de son prédécesseur, le général Abschire.

La seconde arrestation de Khorsel allait renforcer la tendance la plus radicale du Conseil de la Révolution sans pour autant permettre de résoudre une crise d'un type

nouveau qui divise encore aujourd'hui les hommes du pouvoir.

A la suite du coup d'Etat, tous les partis politiques furent dissous. Mais les actuels dirigeants somaliens n'ignorent pas que pour défendre les acquis et faire progresser la révolution, ils doivent doter leur pays d'un parti authentiquement révolutionnaire capable de contrôler un Etat tout puissant. Cependant, si tous sont d'accord pour tenter de mettre en place les structures de ce parti, ils sont divisés sur la nature qu'ils doivent lui donner.

Menacé de toute part

Les « jeunes Turcs » prônent le modèle nassérien, c'est-à-dire un parti sorti des rangs de l'armée.

Le général Siad, pour sa part, instruit par l'échec du nassérisme, se révèle plus prudent. En outre, comme l'écrit très justement Attilio Gaudio, « il n'est pas partisan de la dictature des uniformes » (1). Cette attitude n'est pas forcément pour plaire aux « jeunes Turcs » qui, d'autre part, se méfient de ces « intellectuels » que sont les conseillers « civils » du Président et ont milité jadis dans une formation marxisante de l'opposition, l'Union démocratique de Somalie.

Mais il existe une troisième force : le puissant « Civil service », bureaucratie d'Etat héritée de la période coloniale et considérablement renforcée par les multiples nationalisations effectuées par le nouveau régime. Cet appareil, censé rester neutre, est en fait franchement pro-occidental. C'est sur lui que compte la réaction pour se ressaisir du pouvoir.

Le dernier complot contre le général Siad, dévoilé en mai dernier, était dirigé par deux officiers supérieurs, membres du Conseil de la Révolution, le général Salah Gaveire, ministre des Travaux publics, et le général Mohammed Ainanche, vice-président du Conseil. Selon le chef d'état-major, le général Ali Samantar, les comploteurs envisageaient de faire assassiner le chef de l'Etat, d'arrêter ses principaux collaborateurs et de libérer les anciens ministres du gouvernement Egal. Un certain nombre de hauts fonctionnaires seraient compromis dans l'affaire...

M. MacNamara n'est plus le maître du Pentagone, mais ses projets n'ont pas été oubliés par ses successeurs. L'indépendance de l'Aden (devenu République populaire du Yémen du Sud) et son intégration dans le monde progressiste a privé les Anglo-Américains d'une importante base logistique pour la défense de leurs intérêts à l'est de Suez. Une Somalie sous tutelle occidentale pourrait permettre de combler ce vide. Elle permettrait de relier la puissante base américaine d'Asmara, située en Erythrée sous occupation éthiopienne, à la nouvelle base britannique en voie de construction dans l'île de Socotra (océan Indien). Ainsi serait rétabli, prétend-on, l'équilibre dans cette région du monde menacée par la « subversion soviétique ».

D'autre part, la découverte récente, en Somalie, de nombreuses ressources minières, a éveillé les convoitises. Outre les riches gisements d'uranium, on a découvert à Baldoa, à 350 km de la capitale du pays, des réserves de minerai de fer évaluées à 100 millions de tonnes dont 40 % pourraient être extraits sans difficulté.

Tout cela montre à quel point l'actuel régime somalien peut être menacé. De toute part on n'attend que l'occasion de provoquer son effondrement. Mais le travail qui s'accomplit chaque jour dans ce pays crée une situation de plus en plus difficilement réversible. Elle le deviendra évidemment bien plus encore si les divergences qui existent actuellement au sein du pouvoir sur la forme du nouveau parti s'apaisent et si ce parti parvient enfin à voir le jour.

Aquino de Bragança

(1) Voir « Africasia », no 32.